

# NATIONS UNIES

## CONSEIL DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/6888  
9 novembre 1965  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL CONCERNANT UN ASPECT DES PROCEDURES EMPLOYES POUR OBSERVER LE CESSEZ-LE-FEU ET FAIRE RAPPORT A CE SUJET

1. Les rapports que le Secrétaire général reçoit des observateurs militaires des Nations Unies sur l'application du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 211 du 20 septembre 1965, indiquent que les observateurs se heurtent à certains problèmes particuliers en ce qui concerne les procédures à employer pour observer le cessez-le-feu et faire rapport à ce sujet. Ces problèmes découlent du fait que deux cessez-le-feu doivent être appliqués simultanément : l'un fondé sur l'accord de Karachi, conclu entre l'Inde et le Pakistan en juillet 1949 et qui ne s'applique qu'au Cachemire, l'autre étant le cessez-le-feu général applicable à l'ensemble de la zone du conflit, qui est fondé sur l'acceptation par l'Inde et le Pakistan, le 22 septembre 1965, du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 211 du 20 septembre 1965. Le présent rapport a pour seul objet de porter à la connaissance des membres du Conseil cet aspect, peut-être moins évident que d'autres, de la situation concernant le cessez-le-feu.
2. Le 13 août 1948, la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (CNUIP) a décidé de soumettre sans délai aux Gouvernements indien et pakistanais une proposition de cessez-le-feu immédiat, et a suggéré que l'on nomme des observateurs militaires pour vérifier l'observation de ce cessez-le-feu. Le cessez-le-feu est entré en vigueur le 1er janvier 1949, mais les activités du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan trouvent leur fondement formel dans l'accord de Karachi, signé par les représentants militaires de l'Inde et du Pakistan le 29 juillet 1949, et par lequel a été établie la ligne du cessez-le-feu au Cachemire.
3. La ligne du cessez-le-feu, telle qu'elle a été définie dans l'Accord de Karachi, devait, en vertu dudit Accord, être vérifiée au sol par les commandants locaux de chaque camp, assistés des observateurs militaires des Nations Unies, et

devait ensuite être considérée comme la ligne définitive du cessez-le-feu.

L'Accord prévoyait notamment qu'en général les troupes demeureraient à 500 yards au moins en deça de la ligne du cessez-le-feu et qu'il n'y aurait ni augmentation des effectifs ni renforcement des positions défensives. Aux termes de l'Accord, la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan devait placer des observateurs là où elle le jugerait nécessaire.

4. Ultérieurement, diverses interprétations de l'Accord, convenues par les parties, ont éclairci un certain nombre de points et ont notamment défini six catégories d'activités constituant des violations du cessez-le-feu, à savoir :

- a) Franchir la ligne du cessez-le-feu, ou enfreindre la disposition de l'Accord de Karachi relative à la zone de 500 yards mentionnée au paragraphe 3, selon l'interprétation convenue par les deux parties.
- b) Effectuer des tirs et utiliser des explosifs à moins de 5 miles de la ligne du cessez-le-feu sans en avoir informé les observateurs des Nations Unies bien à l'avance.
- c) Poser de nouveaux barbelés ou de nouvelles mines autour d'une position quelconque.
- d) Renforcer des localités constituant des postes avancés en y apportant des troupes ou du matériel militaire, ou renforcer des positions défensives dans des zones où le tracé de la ligne du cessez-le-feu n'impose aucune modification importante.
- e) Faire avancer du matériel, de l'équipement ou du personnel militaire autre que des secours et du matériel d'entretien en provenance de l'Etat de Jammu et Cachemire.
- f) Survoler le territoire de l'autre camp.

5. Le chef du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies demande à ses observateurs de procéder à une enquête impartiale chaque fois qu'une plainte pour infraction à l'Accord de Karachi est présentée et, après avoir examiné les faits établis, soumet ses conclusions à chacune des deux armées afin qu'avec leur coopération la situation créée par l'Accord de cessez-le-feu puisse être préservée. En résumé, le fonctionnement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan est régi par un accord de cessez-le-feu

détaillé, qui a été ultérieurement précisé par une série d'interprétations convenues par les deux parties et le Groupe a maintenant plus de 15 ans d'expérience pratique de l'application de l'Accord.

6. En revanche, la surveillance du cessez-le-feu général demandé par la résolution du Conseil de sécurité, qui est applicable aussi bien au Cachemire que dans des zones situées en dehors du Cachemire, est uniquement fondée sur le mandat très général donné dans la résolution 211 du Conseil de sécurité, en date du 20 septembre 1965, à savoir "assurer la surveillance du cessez-le-feu et le retrait de toutes les forces armées" sur les positions qu'elles occupaient avant le 5 août 1965. Ainsi, en ce qui concerne le cessez-le-feu du 22 septembre 1965, il n'y a pas de liste arrêtée d'un commun accord d'activités considérées comme constituant des violations de cessez-le-feu et, surtout, la ligne exacte du cessez-le-feu général elle-même n'a pas été encore définie ni tracée d'un commun accord. En bref, les observateurs qui se trouvent en dehors du Cachemire assurent la surveillance d'un simple cessez-le-feu défini en termes généraux et il n'existe aucune définition détaillée et convenue d'une ligne de cessez-le-feu ou de violations de cette ligne, ni aucun système convenu de procédures opérationnelles et de rapports avec les deux armées en présence.

7. Les différences qui existent ainsi entre les antécédents et les mandats respectifs ont inévitablement des répercussions sur la présente opération d'observation le long de la ligne de cessez-le-feu initiale au Cachemire et au-delà, et aussi sur la façon de faire rapport sur l'application du cessez-le-feu au Cachemire et au-delà. Les observateurs des Nations Unies constatent, par exemple, que les commandants locaux indiens et pakistanais, dont beaucoup ont l'expérience des procédures d'application du cessez-le-feu établi par l'Accord de Karachi, s'attendent souvent à voir appliquer ces procédures au cessez-le-feu du 22 septembre, aussi bien au-delà de la ligne du cessez-le-feu au Cachemire que le long de cette ligne.

8. En tout état de cause, le Secrétaire général fait rapport au Conseil en se fondant sur les renseignements que lui communiquent ses observateurs militaires sur l'application du cessez-le-feu dans l'ensemble de la zone du conflit.

